



LE RENDEMENT SUR LE CAPITAL VERSÉ

En 1950, 3M¹ a estimé que chaque dollar investi depuis 1926 en recherche et développement sur ses produits avait rapporté à l'entreprise vingt-huit dollars en ventes brutes. Il serait intéressant de savoir ce qui en est de ce rendement, cent ans plus tard ou presque... compte tenu du fait que l'entreprise compte toujours parmi les plus innovantes qui soient au monde.

Le capital versé croît au rythme des attentes de rendement des actionnaires sur l'effort marché déployé par l'entreprise pour se démarquer de la concurrence. En somme, des ventes effectives découlera, à raison de pratiques de gestion conséquentes sur le revenu affecté aux opérations, le profit résiduel sur l'activité menée. Or les profits ne viennent jamais aussi sûrement, que lorsque l'entreprise satisfait mieux la demande réelle que ses concurrentes dans ses marchés de référence. Le rendement sur le capital versé dépend donc à terme de la capacité d'innover plus économiquement de l'entreprise, face à ses concurrentes de marché.

Si l'entreprise privée affiche ouvertement son rendement sur le capital versé, on est en droit de se demander pourquoi l'organisation publique n'indique pas aussi clairement son rendement sur l'investissement en matière de services à la communauté². Et puisque l'on parle ici de rendement sur l'investissement, établissons que cela ne suppose pas que dans le secteur public l'on s'en tienne au seul cumul des dépenses annuelles consenties, mais que l'on établisse le rapport direct entre telles dépenses et les bienfaits qui en découleront pour la communauté. En somme, il s'agira de jauger de l'impact des services publics rendus, en termes sociaux et économiques, pour la communauté, pour déterminer la valeur ajoutée de l'effort consenti pour lui rendre tels services. Sinon, les investissements³ effectués seront tenus pour profitables à la communauté, sans évaluation requise, parce qu'il sera admis que la dépense publique entamée résultera toujours en une amélioration de la situation. De la bêtise administrative, on versera vite dans l'ineptie politique ! Un écart souvent réalisé avec brio.

Les indicateurs de mesure de la performance dans l'Administration publique sont davantage axés sur la statistique des dépenses de l'État que sur les avantages comparatifs de la communauté. De fait, le gouvernement ne mesure pas du rendement sur l'avoir national, mais secrète de la statistique justificatrice des engagements du parti qui le domine. Or, mesurer des outputs d'activité (côté organisation) n'équivaut pas à mesurer des impacts d'activité (côté communauté). La mission de l'État n'est pas de 'se profiter à lui-même' mais aux Administrés.

¹ Gundling, E., (2000), *The 3M Way of Innovation, Balancing People and Profit*, p. 55

² Il serait difficile d'établir, que les rapports annuels des organisations publiques soient une fenêtre grande ouverte sur l'Administration publique. Ce sont au mieux des exercices de relations publiques, et au pire des récapitulatifs de décisions prises par ceux et celles qui s'en réclament les 'nobles' défenseurs.

³ Les dépenses 'capital' de l'État postmoderne sont rares. Les dépenses courantes pullulent. Le déficit croît; la dette aussi. Quant à l'outcome (l'amélioration de la situation), la communauté l'attend; et elle paie toujours.